



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

négociations

Question au Gouvernement n° 3830

Texte de la question

SOMMET SOCIAL DU 18 JANVIER 2012

M. le président. La parole est à M. Alain Bocquet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Alain Bocquet. Monsieur le Premier ministre, le sommet dit " social " de demain, dont 73 % des Français n'attendent rien, promet une cure d'austérité renforcée. Le social n'est pourtant pas la cause de la crise, mais plutôt sa solution. Si les Français avaient les moyens de vivre mieux, la croissance serait au rendez-vous. Votre obsession d'enrichir les plus riches, votre addiction au CAC40 nous ont plongés dans une crise profonde. En trente ans, les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 5 % de la valeur ajoutée à 25 %. En 2010, les entreprises ont distribué plus en dividendes, 210 milliards, qu'en investissements, 180 milliards ! Voilà où le bât blesse.

Pour un sommet vraiment social, la redistribution des richesses s'impose. Revalorisez les salaires, pensions et minima sociaux ; portez le SMIC à 1 700 euros ; interdisez les licenciements boursiers et stoppez net la casse des services publics ! Réindustrialisez la France en tenant compte des propositions des salariés et des syndicats.

Il faut reprendre le pouvoir sur les banques et la Bourse ; en finir avec les exonérations sociales patronales : 30 milliards par an sans effet sur l'emploi.

M. Richard Mallié. Allez le dire à M. Hollande !

M. Alain Bocquet. Il faut taxer les revenus financiers et abandonner ce projet antisocial d'augmenter la TVA, qui pèse déjà deux fois plus sur les familles moyennes et populaires.

Allez-vous enfin sortir de vos dogmes ultralibéraux qui ont coulé l'économie française et paupérisé notre peuple ? Si vous vous engagiez dans cette voie, le sommet de demain serait véritablement social. *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, vous parlez d'emploi.

Parlez-en avec vos amis socialistes dans le département du Nord ! *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. Frédéric Cu villier. Et vous, qu'est-ce que vous faites ?

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Il y a, dans le département du Nord, 85 000 titulaires du RSA socle. Et le conseil général du Nord s'était engagé à signer avec l'État le cofinancement de 3 000 contrats aidés pour ramener vers l'emploi ceux qui en sont le plus éloignés. Trois mille sur 85 000 !

Et vous-mêmes, avec vos alliés socialistes, comment se fait-il que vous n'ayez même pas tenu vos promesses, puisque vous aviez promis d'en signer 3 000 et que seuls 1 800 ont été signés ? *(Protestations sur les bancs du groupe GDR et du groupe SRC.)* Alors même que cela coûte moins cher aux départements de financer des contrats aidés, alors même que cela ramène vers l'emploi ceux qui en sont privés, alors même que 1 200 personnes de plus seraient sorties du chômage dans le seul département du Nord si les socialistes avaient tenu leur engagement écrit ! Qu'est-ce que vous répondez à ça ? *(Mêmes mouvements.)*

Alors, je veux bien prendre des avis, je veux bien prendre des conseils, mais pas recevoir des leçons d'une gauche qui ne fait rien sur les territoires où elle est en responsabilité. Il y a des limites à tout !

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP . - Huées sur les bancs du groupe SRC.)

Nous, nous agissons. Nous, nous avançons, même si c'est difficile. Et ce sommet sur l'emploi, ce ne sera pas un sommet pour simplement se réunir. Ce sera un sommet pour prendre des décisions. L'activité partielle, la formation des demandeurs d'emploi, ce sont des idées de bon sens, puisque même M. Hollande, pour une fois a eu les idées claires : il est vrai qu'il a dû écouter le Président de la République le 31 décembre dernier, et qu'il a dû aussi reprendre les propositions du Gouvernement. Vous, vous pouvez critiquer. Sur place, vous n'agissez pas. Nous, on avance ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Bocquet](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3830

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 18 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 janvier 2012